Institut Évidences : quand la Macronie, Terra Nova et les grands organismes publics s’allient pour reprendre le contrôle du récit scientifique avec l’argent public

16/12/2025 à 14h57



De l’extérieur, l’Institut Évidences apparaît comme un think tank scientifique indépendant, consacré à la rationalité et à la lutte contre la désinformation. Mais derrière l’image lisse d’une “science au service du débat public”, l’organisation révèle une architecture profondément connectée à l’appareil d’État, à des financements publics et à des partenaires idéologiquement situés. Plongée dans une structure qui incarne la nouvelle technocratie française.

Une façade apolitique, un discours parfaitement calibré

Lancé début 2025, l'Institut Évidences se présente comme une initiative citoyenne destinée à replacer la méthode scientifique au cœur de la démocratie. Le message est rodé : esprit critique, expertise, lutte contre les fausses informations.

Pourtant, dès que l'on observe sa direction, ses ressources et ses réseaux, le tableau change : l'institut évolue moins dans le champ neutre de la science que dans celui, plus stratégique, de l'influence publique.

À sa tête, Agnès Buzyn : la continuité du pouvoir technocratique

La présidence de l'Institut est confiée à Agnès Buzyn. Si elle est professeure de médecine, elle est surtout une figure politique majeure des années Macron :

- ministre de la Santé (2017–2020),
- ancienne présidente de l'INCa et de la Haute Autorité de Santé,
- candidate LREM à la mairie de Paris,
- cadre d'agences publiques stratégiques.

Ce parcours incarne le profil typique de la haute technocratie française : circulations entre expertise médicale,

administration et décision publique. Son retour via un think tank se lit comme un repositionnement stratégique : quitter le gouvernement tout en continuant d’influencer les priorités nationales depuis un espace plus souple, moins exposé, mais tout aussi actif.

Aux commandes opérationnelles, des figures des cabinets ministériels et de Terra Nova

Mélanie Heard, la stratège venue de Terra Nova

Déléguée générale de l’Institut, Mélanie Heard est politologue et ancienne responsable de la section Santé du think tank Terra Nova.

Or Terra Nova n’est pas neutre :

- proche historiquement du Parti socialiste,
- producteur de notes programmatiques,
- acteur majeur de l’évolution idéologique de la gauche réformiste.

Son arrivée inscrit Évidences dans une filiation intellectuelle assumée, ancrée dans l’orientation des politiques publiques.

Un comité éditorial très institutionnel



Philippe Aghion
Philippe Aghion est professeur au Collège de France, titulaire de la chaire « Institutions, Innovation, et Croissance ». En 2001 il a reçu le Yrjo Jahnsson Award qui récompense le meilleur jeune économiste européen, puis, en 2020, le « BBVA Frontier of Knowledge Award » en 2020 pour avoir développé une théorie de la croissance économique basée sur l'innovation et la destruction créatrice ».

Yann Algan
Yann Algan est Doyen associé des Programmes pré-expérience et professeur d'économie à HEC, après six ans comme Doyen de l'École d'affaires publiques de Sciences-Po. Il est membre du Conseil d'Analyse Économique et du Conseil Scientifique de l'Éducation Nationale. Ses recherches portent notamment sur la confiance et le bien-être, versus les populismes. Il est membre de l'Institut Universitaire de France, siège au Groupe d'experts de haut niveau sur le bien-être de l'OCDE, et est récipiendaire de deux projets ERC de la Commission Européenne.

Stéphanie Benz
Stéphanie Benz est rédactrice en chef adjointe en charge de la rubrique Sciences et Santé de L'Express depuis 2023, après avoir été journaliste puis grand reporter au sein de la rubrique Sciences de l'Express de 2017 à 2023. Elle a travaillé auparavant à L'Expansion et à Capital, après des études de sciences politiques et de journalisme. L'Express accorde une grande importance à la défense de la rationalité et s'attache à promouvoir la médecine fondée sur les preuves, ainsi qu'à dénoncer les dérives liées aux pseudo-sciences et aux fausses informations dans le domaine médical.

Gérald Bronner
Gérald Bronner est un sociologue français de renom, spécialiste des croyances collectives, des biais cognitifs et de la sociologie des comportements. Professeur à l'Université Paris-Diderot, il est membre de l'Académie des technologies et auteur de nombreux ouvrages salués, tels que La démocratie des crédules. Ses travaux explorent les mécanismes de la pensée humaine et les dérives informationnelles à l'ère numérique. Il intervient fréquemment dans les médias pour décrypter les enjeux liés à la désinformation et aux phénomènes sociaux contemporains. Sa rigueur intellectuelle et sa pédagogie font de lui une référence incontournable en sociologie.

François-Xavier Demoures
François-Xavier Demoures est président fon si., une agence de stratégie narrative qui aid privés et associatifs à faire évoluer les norm les cadres d'action pour engager la transitio Normale Supérieure de Lyon où il s'est spéci sciences, plume de personnalités et expert notamment dirigé le think tank Destin Comm fonctions de directeur général aux politique l'auteur de "Montée de l'extrême droite : une autoréalisatrice ?" à paraître aux Éditions de une note publiée par Terra Nova.



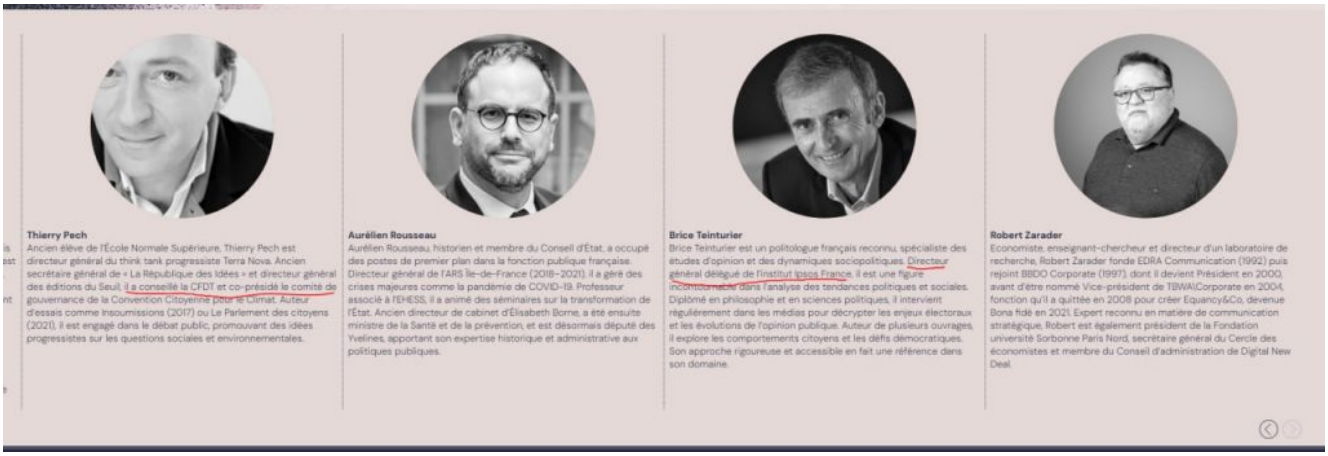
Pierre Jérémie
Pierre Jérémie, directeur d'investissements chez Hy24, est diplômé de l'École polytechnique (X08) et ingénieur en chef des Mines (P13). Il est également titulaire d'un Master II en Droit de l'Environnement (Paris I) et d'un DU en Japonais (LCAO de Paris VII). Il a été en charge du bureau Marchés de l'électricité à la direction générale de l'Énergie et du Climat, avant de rejoindre en 2020 le cabinet de la ministre déléguée chargée de l'industrie, comme conseiller en charge des industries lourdes et de l'énergie. De 2022 à janvier 2024, il a exercé les fonctions de directeur de cabinet adjoint de la ministre de la Transition énergétique.

Laura Létourneau
Ingénieure du Corps des Mines, Laura Létourneau a co-écrit en 2016 Libérons l'Etat ! avant que d'autres ne s'en chargent, qui prône le modèle de « plateforme publique » et un cadre de valeur humaniste pour améliorer les services publics. Elle a mis en œuvre cette vision avec succès à l'Arcep puis comme Déléguée ministérielle au numérique en santé, avec notamment le développement de Mon espace santé et des outils numériques permettant de gérer la crise Covid. Elle a ensuite été missionnée par la Première Ministre Élisabeth Borne pour répliquer la méthode à la planification écologique. Elle a co-fondé « A Cœur Publics » et elle est membre des « French-American Young Leaders ».

Raymond Le Moign
Raymond Le Moign est directeur général des Hospices Civils de Lyon et membre du conseil d'administration du Centre Jacques Cartier. Ancien directeur de cabinet des ministres de la Santé successifs Marisol Touraine, Agnès Buzyn et Aurélien Rousseau, il a participé à des réformes cruciales. Serviteur de l'État, il est un acteur clé de la gouvernance stratégique du système de santé en France. Sous sa direction, les Hospices Civils de Lyon se sont affirmés comme un pilier du système de santé français, alliant innovation et service public.

Gloria Origgi
Gloria Origgi, philosophe, est Directrice de Recherche au CNRS à l'Institut Nicod (ENS-PSL), où elle dirige l'équipe de recherche sur les Normes Épistémiques. Ses travaux se concentrent principalement sur l'épistémologie contemporaine, en mettant l'accent sur le rôle des processus sociaux dans la formation des croyances et la transmission du savoir. Elle s'intéresse également à l'impact des nouvelles technologies sur notre rapport au savoir et à l'influence des émotions dans la formation des croyances. Parmi ses ouvrages, on peut citer : Qu'est-ce que la confiance ? (Vrin, 2008), La réputation (PUF, 2015), Passions Sociales (PUF, 2019) et La vérité est une question politique (Albin Michel, 2024).

Agnès Pannier-Runacher
Agnès Pannier-Runacher est députée Renaissance du depuis 2024. Membre du gouvernement entre 2018 et fait connaître pour ses combats en faveur de la ré-ind des transitions énergétique et écologique, de la protec océans et de la souveraineté agricole et alimentaire. É négocié pour la France dans les enceintes européenn internationales sur les sujets de compétitivité, climat biodiversité (COP). Elle est notamment à l'origine de l' européenne du nucléaire. Issue de la société civile, elle dirigeante d'entreprises dans le secteur privé avant d dans le milieu politique. Elle est diplômée de HEC et d KölnUniversität et ancienne élève de Sciences-po Pari nationale d'administration.



Thierry Pech
Ancien élève de l'École Normale Supérieure, Thierry Pech est directeur général du think tank progressiste Terra Nova. Ancien secrétaire général de « La République des Idées » et directeur général des éditions du Seuil, il a conseillé la CFDT et co-présidé le comité de gouvernance de la Convention Citoyenne pour le Climat. Auteur d'essais comme Insoumissions (2017) ou Le Parlement des citoyens (2021), il est engagé dans le débat public, promouvant des idées progressistes sur les questions sociales et environnementales.

Aurélien Rousseau
Aurélien Rousseau, historien et membre du Conseil d'État, a occupé des postes de premier plan dans la fonction publique française. Directeur général de l'ARS Île-de-France (2018-2021), il a géré des crises majeures comme la pandémie de COVID-19. Professeur associé à l'EHESS, il a animé des séminaires sur la transformation de l'État. Ancien directeur de cabinet d'Élisabeth Borne, a été ensuite ministre de la Santé et de la prévention, et est désormais député des Yvelines, apportant son expertise historique et administrative aux politiques publiques.

Brice Teinturier
Brice Teinturier est un politologue français reconnu, spécialiste des études d'opinion et des dynamiques sociopolitiques. Directeur général délégué de l'institut Ipsos France, il est une figure incontournable dans l'analyse des tendances politiques et sociales. Diplômé en philosophie et en sciences politiques, il intervient régulièrement dans les médias pour décrypter les enjeux électoraux et les évolutions de l'opinion publique. Auteur de plusieurs ouvrages, il explore les comportements citoyens et les défis démocratiques. Son approche rigoureuse et accessible en fait une référence dans son domaine.

Robert Zarader
Économiste, enseignant-chercheur et directeur d'un laboratoire de recherche, Robert Zarader fonde EDRA Communication (1992) puis rejoint BDO Corporate (1997), dont il devient Président en 2000, avant d'être nommé Vice-président de TBWACorporate en 2004, fonction qu'il a quittée en 2008 pour créer Equancy&Co, devenue Bona fide en 2021. Expert reconnu en matière de communication stratégique, Robert est également président de la Fondation université Sorbonne Paris Nord, secrétaire général du Cercle des économistes et membre du Conseil d'administration de Digital New Deal.

L'équipe rassemble également :

- des chercheurs issus d'organismes publics,
- d'anciens ministres de la macronnie
- d'anciens conseillers ministériels macronnistes,
- des responsables de communication scientifique,
- des membres de conseils consultatifs nationaux.
- un sondeur

Une constellation de profils habitués aux rouages de l'État, révélatrice d'un think tank hybride, mi-scientifique, mi-politique.

Des financements publics qui posent la question de l’indépendance



L’Institut Évidences reçoit un soutien important d’organismes publics comme :

- l’INSERM,
- l’INRAE,
- l’Institut Curie,
- le CEA,
- des collectivités territoriales.

Ces financements ne sont pas illégitimes. Mais ils révèlent un ancrage clair : les grandes agences françaises de recherche étant sous tutelle ministérielle, leur soutien acte une forme d’adossement institutionnel.

L’Institut n’est donc pas un acteur autonome : il se situe au cœur même de l’écosystème étatique qu’il prétend conseiller.

Terra Nova, un partenaire stratégique révélateur

Parmi les acteurs associés aux activités de l’Institut, Terra Nova occupe une place centrale.

Indices de cette proximité :

- organisation d’événements communs,
- interventions croisées,
- remerciements réguliers à Thierry Pech, directeur général du think tank,
- trajectoire professionnelle de la déléguée générale.

Ce partenariat installe l’Institut Évidences non pas dans un espace strictement scientifique, mais dans un réseau idéologiquement balisé, clairement positionné dans le paysage politique français.

Le cœur du projet : une technocratisation du débat démocratique

Sous couvert de scientificité, Évidences promeut un projet intellectuel fort :

- faire de l’expertise un pilier de la décision politique,

- marginaliser les opinions au profit des “faits”,
- repositionner les experts comme acteurs centraux du débat démocratique.

Une vision typique de la technocratie contemporaine, qui s’appuie sur l’idée que la science fournirait des réponses neutres et incontestables.

Or, en pratique :

- choisir les experts est un acte politique,
- définir ce qu’est un problème “scientifique” l’est aussi,
- présenter une mesure comme “nécessaire scientifiquement” peut servir d’outil de légitimation.

L’Institut Évidences participe ainsi à une recomposition de la gouvernance où la rationalité scientifique devient un argument de pouvoir.

Le risque : brouiller les frontières entre expertise et influence

Qu’un scientifique conseille l’État n’a rien d’anormal. Qu’un gouvernement invoque la science pour légitimer ses décisions non plus.

Le risque apparaît lorsque les deux sphères fusionnent dans des structures hybrides :

- financées par l’État,
- dirigées par d’anciens ministres,

- animées par des stratèges issus de think tanks politiques,
- cherchant à structurer le débat public.

C’est précisément la configuration de l’Institut Évidences : un espace où se mêlent recherche, communication publique et stratégie politique.

Un acteur politique qui parle au nom de la science

L’Institut Évidences n’est pas illégitime. Il enrichit le débat démocratique, comme tout think tank. Mais il doit être compris pour ce qu’il est :

- financé par des fonds publics,
- dirigé par d’anciennes figures gouvernementales,
- structuré par des cadres issus de think tanks politiques,
- associé à des partenaires idéologiquement marqués,
- promoteur d’une vision technocratique de la démocratie.

Sous l’apparence consensuelle de la défense de la “science”, Évidences s’impose comme un nouveau centre d’influence façonné par les élites administratives françaises — un laboratoire où expertise, pouvoir et stratégie politique se confondent.